



#### LES AUTEURS

Louis ALBRECHTS, Sandro BALDUCCI, Michel BESNIER, Maurice BLANC, Jean-Yves BONNARD, Christian BROMBERGER, Michelle CADERE, Goran CARS, Guy CHAPRON, Floridea di CIOMMO, Franck COLLARD, Thierry COME, Christophe DEMAZIERE, Eric DENIS, Yuksei DINCER, Jean-Pierre DIGARD, Jean DOMINGO, Claude DUMESNIL, Andreas FALUDI, Maros FINKA, Alex FUBINI, Monique de GANDILLAC, Anna GEPPERT, Pernelle GRANDJEAN, Anne-Marie GRANGE, Bernard GRUNBERG, Pierre GUEREMY, Bernard HOURCADE, Patrizia INGALLINA, Lubomir JAMECNY, Hamdi KARA, Emmanuelle LECLERCQ, Daniel LE COUEDIC, Bruno MAES, Alain MARRE, Pierre MERLIN, Nicole MOINE, François MORICONI-EBRARD, Alain MOTTE, Mustafa MUTLUER, Daniel NICLOT, Didier PARIS, Jean-François PEROUSE, Jean-Luc PIERMAY, Bernard PIERREL, Danielle POTOCKI-MALICET, Claire PRÉVOTAT, Alain REYNAUD, Gilles ROUET, Irène SALENSON, Stéphane de TAPIA, Stéphane THEVENIN, Philippe THIARD, Bernard TOURET, Seydou TRAORE, Pierre TRIDON, Nuri YAVAN.



Ces photographies illustrent une petite partie des passions et centres d'intérêt de Marcel Bazin.

Alles-Relais de la Communauté - Sainte-Sophie - Istanbul, source IATEUR ; Mosquée, Qom, source personnelle ; Université de Reims - Champagne-Ardenne, source IATEUR ; Campus Croix-Rouge de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne, source IATEUR ; Place Myron Herrick, Reims, source AUDRR ; Coteaux des Riceys, source AUDRR.

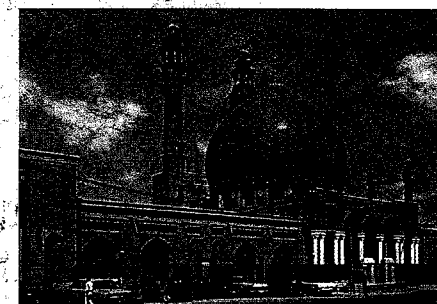
## Les vertus de l'interdisciplinarité

Les Cahiers de l'IATEUR N° Spécial - Juin 2009

Textes réunis par Anne-Marie Grange, Pernelle Grandjean et Alain Reynaud

## Les vertus de l'interdisciplinarité

### Mélanges offerts à Marcel Bazin



Les Cahiers de l'IATEUR N° Spécial

Juin 2009

TÜSİAD, *Sektör-bölge yığılaşmaları*, Tüsiad Büyüme Stratejileri Dizisi-4, TÜSİAD-T/2005-09/408, İstanbul, 2005b.

TÜTENGİL, Cavit Orhan, *100 soruda karsal Türkiye'nin yapısı ve sorunları* (4. Baskı), Gerçek yayınevi, İstanbul, 1983.

UNDP (Birleşmiş Milletler Kalkınma Programı), *İnsani gelişme raporu*, Türkiye-2001, Ankara, 2001.

UNDP, *New poverty and the changing welfare regime at Turkey*, Report prepared for the United Nation Development Programme, Ankara, 2003.

Sites Internet :

[www.dpt.gov.tr](http://www.dpt.gov.tr) : Organisation d'Etat au Plan

[www.die.gov.tr](http://www.die.gov.tr) : Institut National des Statistiques

[www.hazine.gov.tr](http://www.hazine.gov.tr) : Trésor

## **Les investissements directs français en Turquie : évolution historique et distribution dans l'espace**

Prof. Dr. Hamdi KARA,

Université Ankara, Faculté des Lettres, Département de Géographie

Dr. Nuri YAVAN,

Université Ankara, Faculté des Lettres, Département de Géographie,

### **1. Introduction**

#### ***1.1. La présence française en Turquie***

Depuis cinq siècles, il y a une relation très étroite entre la France et la Turquie. La première relation officielle a commencé avec la fondation de l'Ambassade de France à İstanbul en 1535. La Turquie a été beaucoup influencée par la France pendant la révolution de Tanzimat à la fin de l'époque de l'Empire Ottoman et surtout au début de la République (Thobie, 1977). Mais entre les deux pays, il n'y a pas seulement des relations historiques et politiques très fortes, il y a aussi une relation économique et commerciale au fil des siècles.

Aujourd'hui, entre la France et la Turquie, on a une très forte relation économique et commerciale. Entre les deux pays, le volume du commerce extérieur a augmenté à peu près de 15 milliards de dollars en 2007. Ce commerce progresse d'une année sur l'autre. Selon les données de 2006, la Turquie se trouve au 12<sup>e</sup> rang des exportations et au 22<sup>e</sup> rang des importations françaises (DEİK, 2007).

D'autre part, entre 1990-2007, la France est au 5<sup>e</sup> rang après l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et les USA, pour les exportations turques, et également au 5<sup>e</sup> rang, après la Russie, l'Allemagne, la Chine et l'Italie, pour les importations turques (DTM, 2007). En moyenne, la France représente 5 à 7 % du commerce extérieur de la Turquie.

De plus, depuis l'Empire Ottoman jusqu'à nos jours, la France a été l'un des cinq principaux investisseurs directs en Turquie. Il y a 207 firmes étrangères parmi les 1000 plus grandes firmes en Turquie (İSO, 2007a, 2007b). La France en

possède 27 sur les 207, soit 14 %. Les firmes françaises ont donc une place très importante dans l'industrie de la Turquie.

Au total, en 2008, il y a 781 firmes françaises en Turquie ; elles sont toutes de grandes firmes internationales, dans l'industrie et dans les services. Les entreprises multinationales françaises qui ont des investissements en Turquie sont Renault, Peugeot/Citroën et Valeo dans l'industrie automobile ; Saint-Gobain dans l'industrie chimique ; Lafarge, Ciments Français et Vicat dans le ciment ; Danone dans l'industrie alimentaire ; Schneider Electric, GEC Alstom et Areva dans l'industrie électrique ; l'Oréal et Sanofi-Aventis dans l'industrie pharmaceutique et les produits de beauté ; Total dans l'industrie pétrolière ; BNP-Paribas, Crédit Agricole et Société Générale dans les services financiers ; Axa et Groupama dans les assurances ; Carrefour dans le commerce de détail ; Sodexo dans les services de la restauration ; Club Med et Accor dans le secteur du tourisme.

### 1.2. Objectif, méthode et documentation

L'objectif de ce travail est d'étudier l'évolution historique des investissements français et leur répartition dans l'espace géographique turc. On a d'abord envisagé les investissements des firmes françaises par secteur et par région, depuis l'Empire Ottoman jusqu'à nos jours. On a ensuite examiné la distribution actuelle des firmes françaises par département et par région, en insistant sur les causes de cette répartition géographique. Enfin on a voulu préciser l'importance et la place des établissements français dans l'économie turque.

Pendant la recherche, on a suivi deux méthodes différentes mais liées l'une à l'autre : (1) Dépouiller la documentation, (2) Rassembler les données et en tirer parti. En dépouillant la documentation, on a essentiellement utilisé les recherches étrangères qui portent sur les investissements français dans les pays étrangers et surtout en Turquie. Ensuite, on a pris en compte les recherches locales, très peu nombreuses, qui étudient les investissements français en Turquie. Dans ce travail, on a utilisé les données d'UNCTAD, OECD, Banque de France et Hazine Müsteşarlığı Yabancı Sermaye Genel Müdürlüğü (HMYSGM) [Département du Trésor, Directeur Général d'Investissement Etranger]. Pour étudier l'évolution historique et la dispersion dans l'espace des investissements des firmes françaises en Turquie, on a utilisé la liste de HMYSGM concernant les firmes étrangères entre 1954 et 2008. Parmi les 21 087 firmes étrangères, on a sélectionné les établissements français selon les années, leur secteur d'activité et leur lieu d'installation pour faire les tableaux et les cartes de cet article. D'autre part, pour expliquer le développement des investissements français dans les dernières années et pour préciser leur place dans l'économie turque, on a utilisé les données des cabinets d'expertise Ernst&Young et Deloitte, et de l'Istanbul Sanayi Odası (İSO) [Chambre d'Industrie d'Istanbul], qui publie chaque année les données relatives aux 1000 plus grandes firmes industrielles de Turquie.

Un peu partout dans le monde depuis 1970, les géographes ont travaillé sur les firmes multinationales (FMN) et sur les investissements directs étrangers (IDE). Ils ont examiné d'une part les raisons pour lesquelles les entreprises multinationales investissent à l'étranger, pourquoi elles préfèrent tel ou tel lieu et les caractéristiques de ces localisations, d'autre part ils ont étudié l'influence des firmes multinationales sur le développement régional et les changements dans l'industrie provoqués par les investissements « entrants » et « sortants » à l'échelle d'un pays. Ils ont beaucoup apporté à la littérature géographique à propos des FMN et des investissements directs étrangers. Dans ce domaine, il faut citer surtout Taylor et Thrift (1982, 1986), Bagchi-Sen (1989), Green et McNaughton (1995), Ó'hUallacháin (1996), Phelps (1997), Dicken (1998), Yeung (1998, 1999). D'autre part, d'importantes recherches ont été faites dans ce domaine par les Français Savary et Morin (1984), Mucchielli (1998), Houdebine et Topiol-Bensaïd (1999), Aussilloux et Cheval (2002), Andreff (2003), Crozet et al. (2004), Crozet et Koenig (2005), Thierry et al. (2007).

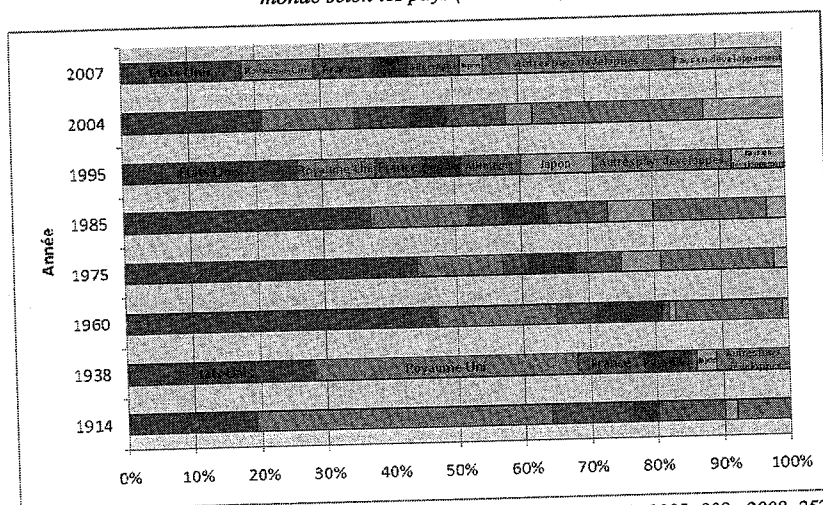
En Turquie, il y a eu beaucoup de recherches descriptives et empiriques sur l'évolution historique des investissements étrangers, leur structure et leur influence sur l'économie du pays (Erdilek, 1988 ; Erden, 1995 ; Tatoğlu et Glaister, 2000 ; Hadjit et Moxon-Browne, 2005). En outre, on peut trouver différentes recherches qui examinent les caractéristiques régionales et la dispersion locale des investissements directs en Turquie (Tokatlı et Erkip, 1998 ; Berköz, 2001 ; 2005 ; Özdemir, 2002 ; Deichmann et al., 2003 ; Kara, 2003 ; Yavan et Kara, 2003 ; Sat, 2005 ; Yavan, 2006a ; Yavan, 2006b). Mais il n'y a que deux études qui concernent les investissements français, l'une à l'époque de l'Empire Ottoman (Cura, 2007), l'autre dans la Turquie d'aujourd'hui (Karakulakoğlu, 2000).

### 2. Les investissements directs français à l'étranger : caractéristiques générales

L'essentiel de l'IDE dans le monde provient de six pays développés, qui sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Japon (Figure 1). Parmi ces six pays, les États-Unis et le Royaume-Uni avaient investi plus de 50% d'IDE dans le monde jusqu'à 1985. Et même le Royaume-Uni jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale et les États-Unis après la guerre jusqu'au milieu des années 1970 ont assuré la moitié des investissements étrangers dans le monde. Après ces deux pays principaux, les pays qui fournissent le plus d'IDE sont la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Japon, entre 18 et 33 %. Les pourcentages des autres pays développés ont progressé continuellement ; parmi eux, la Suisse, le Canada, l'Italie et la Suède atteignent 7 à 15 % (Yavan, 2006a).

En 1960, les pays développés fournissent 99% des investissements directs dans le monde, tandis que les pays en développement ne dépassaient pas 1%. Toutefois, les pays nouvellement industrialisés de l'Asie orientale, comme la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan ont changé les pourcentages. D'autre part, en 2000, les investissements directs étrangers de pays en développement ont augmenté leur part à 15% dans le monde avec l'entrée du Brésil, de la Russie, de la Chine, de l'Inde et de la Turquie (Figure 1).

Figure 1 : Le pourcentage du stock externe des investissements directs étrangers dans le monde selon les pays (1914-2007)



Source : Dunning, 1988 :74, 1993 :117 ; Dicken, 1998 :44 ; UNCTAD, 2005 :308 ; 2008 :257

La France est le troisième pays investisseur dans le monde après les États-Unis et Royaume-Uni. Elle a investi 52 milliards de dollars entre 1990 et 2000. Le total des investissements directs étrangers atteignait 57 milliards de dollars en 2004, 115 milliards en 2005, 121 milliards en 2006 et il a augmenté spectaculairement (225 milliards) en 2007 (UNCTAD, 2008).

Selon les données de la Banque de France en 2007, les investissements français se répartissent ainsi : 61% dans le secteur des services, 34% dans l'industrie et 5% dans le secteur primaire. Les Français investissent donc surtout dans le secteur des services dans lequel figurent les affaires, la finance, le commerce, l'électricité-eau-gaz, l'hôtellerie, la restauration et les transports. L'industrie vient loin derrière les services, et les investissements se concentrent en

général dans la production de véhicules, la chimie, l'agroalimentaire, la métallurgie et les machines. Selon les données de la Banque de France, les investissements français sont faits pour 90% dans les pays développés, surtout dans les pays d'Europe et l'Amérique du Nord (Tableau 1). Dans les pays en développement, les investissements extérieurs français se dirigent principalement vers le Brésil, la Pologne, le Maroc, la Chine et la République Tchèque.

Tableau 1 : Principales destinations des investissements directs français à l'étranger en 2006 (milliards d'euros)

Numéro de l'ordre	Pays	Stock total	%	Numéro d'ordre	Pays	Stock total	%
Pays développés				Pays en développement			
		725,9	90,6			75	9,4
1	États-Unis	142,2	17,8	1	Brésil	10,2	1,3
2	Royaume-Uni	124,5	15,5	2	Pologne	8,4	1,0
3	Pays-Bas	90,2	11,3	3	Maroc	5,8	0,7
4	Belgique	74,8	9,3	4	Chine	4,2	0,5
5	Allemagne	72,3	9,0	5	République Tchèque	3,5	0,4
6	Suisse	37,6	4,7	6	Turquie	3,3	0,4
7	Italie	33,7	4,2	7	Hong-Kong	3,1	0,4
8	Espagne	30,6	3,8	8	Roumanie	2,5	0,3
9	Irlande	18,9	2,4	9	Russie	1,9	0,2
10	Luxembourg	17,1	2,1	10	Inde	1,4	0,2
	Total (10 pays)	641,9	80,1		Total (10 pays)	44,3	5,5
	Total monde					801	100

Source : Banque de France (2007)

Dans les pays en développement, la Turquie est au sixième rang avec 3,3 milliards d'euros. Dans cette région du monde, les firmes françaises investissent surtout en Turquie, parce qu'elle a sans aucun doute une place importante parmi les pays de l'Asie Centrale, le Moyen Orient, les Balkans et le Caucase. La Turquie avait déjà été un pays attractif pour les investissements français dans les pays en développement entre 1986-1994 (OECD, 1996 :82-83).

### 3. L'évolution des investissements directs français en Turquie

Pour comprendre les investissements français, il faut connaître le passé historique et le développement actuel, en distinguant soigneusement l'époque de l'Empire ottoman et celle de la République.

#### 3.1. L'époque de l'Empire ottoman

L'Empire ottoman avait suivi une politique économique libérale durant le 19<sup>e</sup> siècle. Pour le développement du pays, il avait employé principalement les

capitaux des Anglais et des Français et accessoirement ceux des autres pays européens, en accordant des privilèges commerciaux.

Les pays européens avaient surtout investi dans la construction des chemins de fer. Car ce secteur était plus avantageux que les autres secteurs, parce que l'Empire Ottoman avait donné aux pays constructeurs le droit d'exploitation des chemins de fer d'une part, la garantie kilométrique d'autre part, et, de plus, les pays constructeurs avaient reçu le droit de prospection et d'exploitation des mines situées de part et d'autre des lignes de chemins de fer.

Les investissements français dans l'Empire ottoman avaient commencé plus tôt que ceux des autres pays européens, à l'exception du Royaume-Uni. Les investissements directs français avaient commencé après ce pays, au milieu de 19<sup>e</sup> siècle dans l'Anatolie. Mais les Anglais avaient eu un très grand avantage dans le commerce du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient en ouvrant le canal de Suez et en dominant la Méditerranée.

Le premier investissement direct français dans l'Anatolie avait commencé avec la construction de la Banque Ottomane en 1863 à Istanbul (Thobie, 1977). Les firmes françaises ont surtout construit d'importants chemins de fer (Eldem, 1994a :104 ; Yerasimos, 2001) :

- la ligne Edirne-Istanbul, entre 1869 et 1870, avec la Belgique et la Suisse, d'une longueur de 241 km ;
- la ligne İzmir-Kasaba (Turgutlu) et ses prolongements (Afyon) d'une longueur de 512 km, entre 1863 et 1896 ;
- la ligne Mudanya-Bursa d'une longueur de 41 km, entre 1872 et 1892 ;
- en dehors de l'Anatolie, en Syrie, la ligne Beyrouth-Damas-Mzérib (258 km), construite entre 1892 et 1894 avec la Belgique, Rayak-Alep (332 km) entre 1900 et 1906, Tablousam-Homs, (102 km) entre 1909 et 1911, et Jaffa-Jérusalem (87 km) entre 1889 et 1992 (Eldem, 1994a :104).

Dans l'Empire ottoman, les investissements directs totaux avaient atteint 15 826 000 livres en 1888 (Tableau 2), dont 31,7 % pour les Français avec 5 020 000 livres. Après les Anglais, ils étaient le deuxième pays investisseur étranger dans l'Empire Ottoman. Les Français avaient investi surtout dans la banque et les assurances, avec un pourcentage de 50% (2 500 000 livres). Les autres secteurs, venant très loin après, sont l'industrie, le commerce et les chemins de fer.

Tableau 2 : La dispersion des investissements étrangers dans l'Empire ottoman selon le pays en 1888 (1000 livres sterling)

Investissements	France		Angleterre		Allemagne		Autres		Total		% des secteurs	
	Sterl.*	%	Sterl.	%	Sterl.	%	Sterl.	%	Sterl.	%		%
Chemin de fer	648	12,3	3 349	63,4	166	3,1	1 120	21,2	5 283	100		33,4
Port-quai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Service de municipalité	87	6,1	961	67,3	-	-	424	29,7	1 427	100		9,0
Banque-assurance	2 500	50,0	2 500	50,0	-	-	-	0,0	5 000	100		31,6
Commerce	700	54,7	580	45,3	-	-	-	0,0	1 280	100		8,1
Industrie	900	47,5	795	42,0	-	-	200	10,6	1 895	100		12,0
Mine	185	20,7	710	79,3	-	-	-	0,0	895	100		5,7
Total	5 020	31,7	8 895	56,2	166	1,0	1 744	11,0	15 825	100		100

Source : Pamuk, 1994 :74

\* 1 Sterling = 1,10 Lira de l'Empire ottoman (OL)

Dans l'Empire ottoman, la plupart des pays européens avait investi dans le secteur des chemins de fer. Selon les données de 1914, les investissements directs totaux avaient atteint 74 305 000 livres (Tableau 3). Si l'examen des chiffres du tableau 3 montre très clairement que la France prend le premier rang pour les investissements directs dans l'Empire ottoman avec un pourcentage de 50,1 %. L'Allemagne occupe la deuxième place, et l'Angleterre la troisième. Ces trois pays avaient investi surtout dans le secteur des chemins de fer avec un pourcentage de 63,1 %. Le secteur de la banque et des assurances venait en deuxième position avec un pourcentage de 12,7 %. La plupart des autres secteurs avaient un pourcentage de moins de 6%. Les Français s'étaient orientés un peu vers le commerce, les activités portuaires et quelques autres secteurs.

Tableau 3 : La répartition des investissements étrangers dans l'Empire ottoman selon le pays en 1914 (1000 livres sterling)

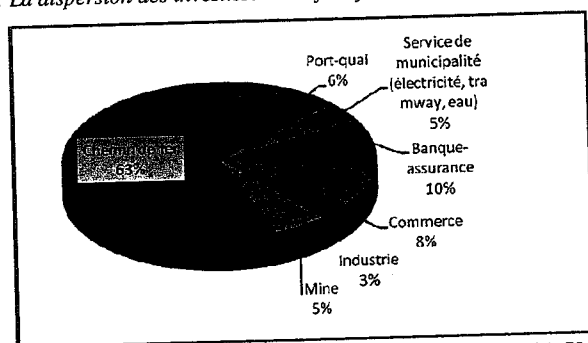
Investissements	France		Angleterre		Allemagne		Autres		Total		% des secteurs
	Sterlin g*	%	Sterlin g	%	Sterlin g	%	Sterlin g	%	Sterlin g	%	
Chemin de fer	23 247	49,6	4 588	9,8	17 248	36,8	1 785	3,8	46 869	100	63,1
Activités portuaires	2 206	69,1	409	12,8	576	18,1			3 191		4,3
Services municipaux	1 701	44,6	363	9,5	304	8,0	1 449	38,0	3 816	100	5,1
Banque-assurance	3 850	40,7	3 050	32,3	1 750	18,5	800	8,5	9 450	100	12,7
Commerce	3 031	70,7	757	17,6	300	7,0	200	4,7	4 289	100	5,8
Industrie	1 220	30,8	1 665	42,1	300	7,6	774	19,6	3 959	100	5,3
Mine	2 007	73,5	450	16,5	175	6,4	100	3,7	2 732	100	3,7
Totale	37 262	50,1	11 281	15,2	20 653	27,8	5 108	6,9	74 305	100	100,0

Source : Pamuk, 1994 :75

\* 1 Sterling = 1,10 Lira de l'Empire ottoman (OL)

Selon les données de 1914, le premier secteur pour les investissements directs français avait été le secteur des chemins de fer avec 23 247 000 livres (63 %). La banque et les assurances venaient au deuxième rang avec 3 800 000 livres (10%). Au troisième rang se trouve le commerce avec 3 031 000 livres (8 %). Les autres secteurs sont les activités portuaires, les mines, les services municipaux et l'industrie, entre 1 220 000 et 2.206.000 livres (3 à 6 %) (Figure 2). Ces données nous montrent que les investissements dans les chemins de fer avaient été très importants pour les Français.

Figure 2 : La dispersion des investissements français dans l'Empire ottoman en 1914



Source : Pamuk, 1994 :75

La première banque étrangère était la Banque Ottomane, ouverte en 1863 (Eldem, 1994a). La deuxième banque était le Crédit Lyonnais, ouvert en 1875 à Istanbul, Izmir, Jaffa et Jérusalem (Eldem, 1994a ; Ökçün, 1997). En 1910, la Banque Türkiye Ticaret et Sanayi, la Banque d'İttihat-i Mali Osmanlı A.Ş ont ouvert l'agence d'Istanbul. En 1918, la Banque Française des Pays d'Orient et l'assureur İttihad-ı Milli Türk Sigorta Şirketi ont ouvert des agences à Istanbul. Enfin, la Banque de la Seine a été ouverte à Istanbul en 1919 (Tableau 4).

Tableau 4 : Les firmes à capitaux Français à l'époque de l'Empire Ottoman (1875-1919)

Nom de firme	Fondation de l'année	Secteur	Lieu d'activité
Banque Ottomane	1863	Banque	Istanbul et 80 branches dans les différentes villes
Crédit Lyonnais	1875	Banque	Istanbul, Izmir, Jaffa, Jérusalem
Maadin ve Mevadd-ı Madeniye TAŞ	1910	Mine	-
İtibar-ı Mali Osmanlı AŞ	1910	Banque	Istanbul
Türkiye Ticaret ve Sanayi Bankası	1910	Banque	Istanbul
İttihad-ı Milli Türk Sigorta Şirketi	1918	Assurance	-
Teşebbüsat-ı İktisadiye TAŞ	1918	Banque	-
Banque Française des Pays d'Orient	1918	Banque	Istanbul
Banque de la Seine	1919	Banque	Istanbul

Source : Eldem, 1994b :212 ; Ökçün, 1997 :13-149 ; 1969, 1975

Dans l'Empire ottoman, la plupart des mines ont été exploitées par des étrangers. Les Français avaient investi dans le secteur minier à Balya-Karaaydın Madenleri (Société Anonyme Ottomane des Mines de Balia-Karaaydin) pour le plomb-argentifère (en 1892), à Kesendere Madenleri (Société Anonyme Ottomane des Mines de Kassandra) pour le manganèse (en 1893), à Ereğli Madeni pour le charbon (en 1896), à Seniçer Madeni (en 1891), à Karasu Madeni (Société Anonyme Ottomane des Mines de Karassou) pour le plomb et le zinc (en 1900) (Eldem, 1994a :46 ; Ökçün, 1969).

### 3.2. L'époque de la République

On peut examiner les investissements français à l'époque de la République, d'un point de vue économique et politique et selon trois étapes :

#### 3.2.1. De 1923 à 1949

Dès la première année de la République, le gouvernement turc a suivi une politique économique libérale. Pour cette raison, il y eut beaucoup d'investissements étrangers entre 1923 et 1954, sauf entre 1928-1945. Cette interruption tient à trois raisons :

- le gouvernement Turc a nationalisé 24 firmes étrangères entre 1928 et 1945, événement qui a empêché l'entrée de capitaux étrangers ;
- entre 1933 et 1939, pour encourager l'économie, le gouvernement turc a poursuivi une politique étatiste à la suite de la crise de l'économie mondiale de 1929 ;
- durant la deuxième Guerre Mondiale, entre 1940 et 1945, il n'y a pas eu d'investissements étrangers très importants en Turquie.

La première année de la République en Turquie, la plupart des firmes disposant de privilèges provenant de l'Empire ottoman avaient conservé leurs activités. De plus, le gouvernement turc a permis de nouveau aux firmes étrangères d'investir, avec ou sans privilèges.

À la fin de l'époque de l'Empire ottoman, il y avait 8 firmes françaises. Les firmes avaient investi surtout dans la banque et dans les mines. On voit, dans le tableau 5, le nom de ces firmes, l'année de fondation, le lieu d'implantation et le secteur d'activité.

L'année de la déclaration de la République, en 1923, il y avait 94 firmes étrangères en Turquie. Ces firmes avaient 63,4 millions de livres de capitaux, les firmes françaises possédant 26 % de ces capitaux (Tezel, 1994 :107).

Dans toute la Turquie, entre 1920-1930, on a créé au total 201 firmes, ayant un capital de 112 815 054 TL, parmi lesquelles firmes étrangères disposant d'un capital de 42 950 000 TL (32,8 %). Parmi ces firmes étrangères, il y avait 20 firmes françaises disposant d'un capital de 21 020 000 TL. (49 % du capital total des firmes étrangères) (Tableau 5).

#### 3.2.2. De 1950 à 1979

En 1954, pour la première fois en Turquie, on a créé une loi destinée à encourager les investissements étrangers. Cette loi 6224 était une loi très libérale et elle l'est encore même de nos jours (Karluk, 1983 ; Erdilek, 1988).

En Turquie, entre 1954-1960, on avait suivi une politique économique très libérale. Malgré cette politique, il n'y a pas eu durant cette période d'important investissement étranger. Après 1960, la Turquie a suivi un plan de redressement, mais même à cette époque il y eut très peu d'investissements étrangers.

Entre 1954-1959, il y eut seulement 12,6 millions de dollars d'investissement étranger ; entre 1960-1969, 81,1 millions de dollars et entre 1970-1979 160,3 millions de dollars. Avec ceux effectués avant 1954, elle totalise 256,8 millions \$ (Yavan et Kara, 2003).

Nous n'avons pas les données détaillées dans ce domaine, mais une partie des investissements étrangers ont été réalisée par les français. D'ailleurs, on sait que les firmes françaises très puissantes, telle Oyak-Renault, avaient commencé à fabriquer des automobiles en 1969 dans le plus grand établissement situé en dehors de l'Europe. Cegelec Elektrik Taahüt Ltd. Şti avait commencé à produire la machine électrique en 1966. Etiş Elektrik Techizat İmalatı Tesisleri AŞ avait investi dans le même secteur en 1956. Dans le secteur de tourisme, il y a deux firmes françaises qui sont Akdeniz Turistik Tesisleri AŞ et Beynelmillel Otelcilik ve Turizm AŞ. Les autres firmes françaises avaient investi dans l'industrie chimique (Robertet ve Konur Gülyayağı, İtiryat San. Ltd. Sti.), dans la commerce (Cinef Çiçek ve Nebahat Esansları AŞ) et dans d'autre production de l'industrie (Carbone Lorraine San. Ürünleri AŞ) (Tableau 6).

Tableau 5 : Les firmes à capitaux français en Turquie (1920-1930)

Nom des firmes	Année de création	Secteur	Lieu d'activité	Capital (TL)	Association étrangère
Sanayi-i Zeytiyye ve Kimyeviye AŞ	1920	Industrie Chimique	Istanbul	200.000	Maitre Adrien Biliotti
Pazar dö Lövan TAŞ	1921	Commerce	Istanbul	200.000	Maitre Adrien Biliotti
Türk Umum Tiyatro AŞ	1923	Cinéma et Théâtre	Istanbul	500.000	Maitre Adrien Biliotti
Istanbul Havagazi ve elektrik ve Teşebbüsat-ı Sinaiyé TAŞ	1925	Produits électrique	Istanbul	1.000.000	Société parisienne pour l'Industrie de chemin de fer et Tramway Electriques
Izmir Şehri ve Havalisi İmar ve İnşaa AŞ	1925	Construction	Izmir	20.000	Fransız AŞ, Monsieur Paul Giles
İlica İskele-Palamutluk Demiryolu TAŞ	1925	Chemin de fer	Istanbul	200.000	Maitre Adrien Biliotti
TC Barut ve Mevadd-ı İnkilakıye İnhisarı TAŞ	1927	Industrie d'armement	Istanbul, Ankara	1.500.000	The Oriental Industrial Monopolies Holding Ltd, l'Azotte Français, Explosif Minelit Fransız Şirketi
TC Revolver ve Av Fişenleri İnhisarı TAŞ	1927	Industrie d'armement	Istanbul, Ankara	1.500.000	The Oriental Industrial Monopolies Holding Ltd, l'Azotte Français, Explosif Minelit Fransız Şirketi
Ankara Palas TAŞ	1927	Hôtel	Ankara	500.000	The Oriental Industrial Monopolies Holding Ltd., Monsieur Antoin Pios
Pamuk Sanayi ve Ticareli AŞ	1928	Commerce	Istanbul	50.000	Maitre Adrien Biliotti
Fethiye Şirket-i Madeniyesi TAŞ	1928	Mine	Istanbul	600.000	The Oriental Industrial Monopolies Holding Ltd.
Türk Bira Fabrikaları Bomonti-Nektar TAŞ	1928	Industrie alimentaire	Istanbul	8.000.000	Maitre Adrien Biliotti
Değirmencilik Sebati TAŞ	1928	Industrie alimentaire	Istanbul	200.000	Maitre Adrien Biliotti, Monsieur Pierre Motet
Manganez TAŞ	1928	Mine	Istanbul	750.000	Maitre Adrien Biliotti
Ankara Çimento TAŞ	1928	Industrie du ciment	Ankara	600.000	Société Industrielle des Ciments orientaux, Monsieur Michel Levie, Monsieur Pierre Prevost
Pamuk ve Nebati Yağlar Sanayi TAŞ	1929	Industrie Textile	Istanbul	3.000.000	The Oriental Industrial Monopolies Holding Ltd., Maitre Adrien Biliotti
Türk Çimento ve Kireci TAŞ	1929	Industrie du ciment	Istanbul	1.500.000	Société Industrielle des Ciments orientaux, Monsieur Michel Levie, Monsieur Pierre Prevost, Maitre Adrien Biliotti
Temaşa ve Tiyatro Omnium AŞ	1929	Cinéma et Théâtre	Istanbul	200.000	Maitre Adrien Biliotti, Monsieur Antoin Pios
Ecza-i Tibbiye ve Kimyeviye TAŞ	1930	Industrie Chimique	Istanbul	100.000	Maitre Adrien Biliotti
Bursa Dokumacılık ve Trikotaj TAŞ	1930	Industrie Textile	Istanbul	400.000	Monsieur Antoin Pios
Fransız sermayeli firma sayısı	20			5.200.000	
Toplam yabancı firma sayısı	66			42.950.000	

Source : Ökçün, 1997 :13-149

En Turquie, il y avait 100 firmes étrangères en 1980 ayant un investissement de 9 642 000 TL. Cette année, les Français avaient 7 firmes avec un investissement de 1 493 000 TL (15,5 %), au deuxième rang juste après les Allemands (Uras, 1981).

Tableau 6 : Quelques firmes françaises présentes en Turquie (1954-1979)

Nom des firmes	Année de création	Lieu de département	Secteur	Pourcentage de l'association (%)
Carbone Lorraine San. Ürünleri AŞ	1954	Kocaeli	D'autre production	100
Etitaş Elektrik Teçhizatı İmalatı Tesisi AŞ	1956	Izmir	Industrie de la machine électrique	11
Cinef Çiçek ve Nebatlar Esansları AŞ	1964	Antalya	Commerce	86
Robertet ve Konur Gülyağı, İriyat San. Ltd. Şti.	1964	Istanbul	Industrie Chimique	98
Cegelec Elektrik Taahhüt Ltd. Şti.	1966	Istanbul	Industrie de la machine électrique	99
Akdeniz Turistik Tesisleri A.Ş.	1967	Istanbul	Tourisme	99
Beynelmîlel Otelliklik ve Turizm A.Ş.	1969	Istanbul	Tourisme	4
Oyak Renault Otomobil Fabrikaları A.Ş.	1969	Bursa	Industrie automobile	51

Source : HMYSGM, 2004

### 3.2.3. De 1980 à 2008

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la Turquie n'avait pas reçu beaucoup d'investissements étrangers avant 1980. Cette situation était surtout liée au manque de sécurité économique et politique. Par contre, après 1980, la Turquie a suivi une politique économique libérale suite à la décision du 24 janvier 1980. Après cette décision, l'entrée des investissements étrangers a progressé grâce à la disparition des obstacles bureaucratiques et au retour de la sécurité.

Entre 1980 et 2002, on a permis l'entrée de 33 995 millions de dollars d'investissements étrangers. Les firmes françaises ont investi 16,6 % de ce total (5 666 millions \$). Les investissements français viennent au premier rang devant les Pays-Bas, l'Allemagne et les États-Unis (Yavan et Kara, 2003).

Mais selon les investissements étrangers réels, la France n'est qu'au seizième rang. Entre 1980 et 2002, elle a investi 535 165 617 TL (6,4% du total). Dans cette période, le nombre de firmes françaises a été de 277 (4,2% du total), au cinquième rang. Selon les investissements étrangers permis, la France se trouve au premier rang, tandis qu'elle est au sixième rang selon les investissements réels étrangers en Turquie (Tableau 7). Cette situation peut provenir des relations politiques et économiques entre les deux pays ou, peut être, des dynamiques intérieures du pays.



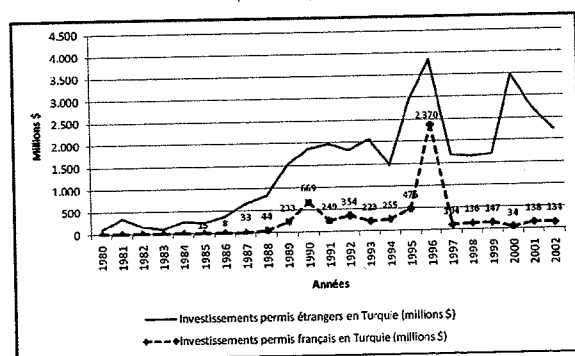
Tableau 7 : Les investissements effectifs étrangers en Turquie (1980-2002)

Nombre de l'ordre	Pays	Stock total (Millions TL)	%	Nombre de firme	%
1	Pays-Bas	2.243.598.180	26,6	449	6,8
2	Allemagne	1.115.561.380	13,2	1.084	16,5
3	Royaume-Uni	712.994.541	8,5	413	6,3
4	États-Unis	631.250.249	7,5	393	6,0
5	Suisse	580.653.133	6,9	234	3,6
6	France	535.165.617	6,4	277	4,2
7	Italie	440.079.434	5,2	249	3,8
8	Japon	337.283.056	4,0	62	0,9
9	Panama	247.422.144	2,9	11	0,2
10	Luxembourg	201.402.304	2,4	53	0,8
11	Autres	1380716340	16,4	3.359	51,0
Total		8.426.126.378	100,0	6.584	100,0

Source : HMYSGM, 2003

L'évolution des investissements autorisés français montre une certaine stabilité entre 1980 et 2002. Mais on peut noter deux moments importants, en 1989-1990 et en 1995-1996. Le premier est lié à la stabilité économique et politique ; le gouvernement turc a créé de nouvelles lois pour encourager l'entrée des investissements étrangers. Pour empêcher les firmes françaises de payer une double imposition, on a signé un traité entre la Turquie et la France en 1987, entré en vigueur en 1989. Après cette loi, on voit augmenter très rapidement les investissements directs français. Le deuxième moment est lié aux accords douaniers avec l'Union européenne. En 1990, les Français ont investi à eux seuls 36 % du total de cette année et leur part est montée exceptionnellement à 62 % en 1996 (Figure 3).

Figure 3 : La Progression des investissements autorisés étrangers et France en Turquie (1980-2002)

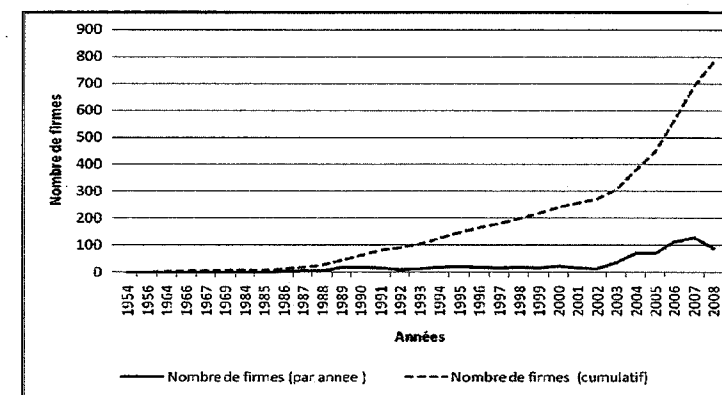


Source : HMYSGM, 2003

Le nombre de firmes étrangères et françaises augmente très rapidement entre 2003 et 2008 (Figure 4). Dans cette période, sur 15 785 firmes étrangères, il y avait 510 firmes françaises (3,2 % du total des firmes étrangères). Dans le même temps, les investissements étrangers directs ont augmenté de 74 517 millions de dollars, les investissements français atteignant 3 748 millions de dollars (5,0 % du total des investissements). On voit que les investissements directs étrangers ont augmenté récemment à un rythme rapide (Figure 5).

Après l'entrée en vigueur en 2003 de la loi 4875, qui facilite les investissements multinationaux, le nombre de firmes étrangères et françaises a augmenté très rapidement en Turquie. Il y avait 271 firmes françaises entre 1954 et 2002 ; après cette loi, 510 firmes françaises se sont installées (Figure 5a-b).

Figure 4 : Le nombre de firmes ayant un capital français (1954-2008)



Source : HMYSGM, 2004, 2009

L'accélération des investissements français dans les six dernières années a trois causes :

- Premièrement, les fusions et les rachats d'entreprises ont représenté une part importante des investissements directs multinationaux, de l'ordre de 60 à 80 % du total des investissements directs totaux du monde. Entre 2005 et 2008, les investissements étrangers en Turquie montrent la même tendance que dans l'économie mondiale.
- Deuxièmement, la Turquie a fait des réformes de structure pour améliorer le « climat » des investissements étrangers. Pour cette

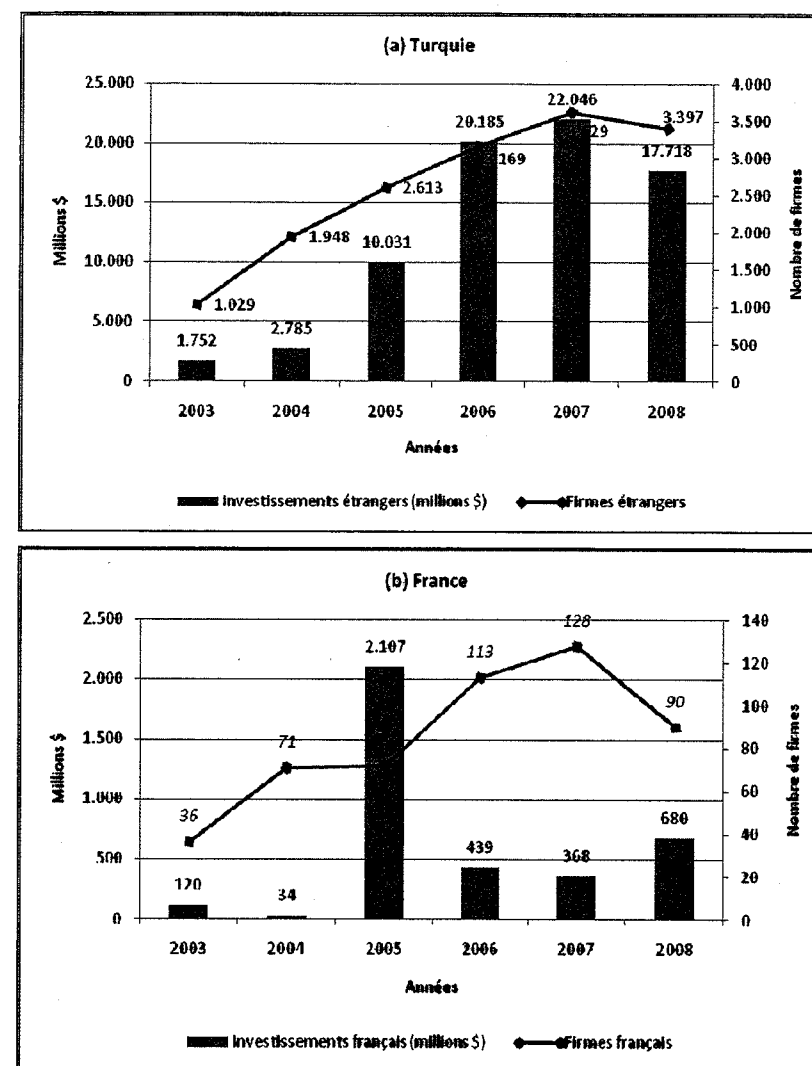
raison, elle est devenue un lieu attractif pour les investisseurs multinationaux et pour les investisseurs français.

- Troisièmement, au cours des dernières années, la stabilité macroéconomique et le commencement des discussions pour être membre de l'Union européenne ont contribué à l'augmentation des investissements directs multinationaux (HMYSGM, 2006, 2007, 2008).

Au cours des dernières années, les firmes françaises ont beaucoup investi en achetant des firmes dénationalisées ou des firmes privées turques. En 2006, selon le rapport préparé par Ernst&Young et Deloitte, la firme française Groupama a transféré 258 millions de dollars en rachetant "Başak Sigorta ve Başak Emeklilik", tandis que la firme GDF-Suez a transféré 232 millions de dollars en rachetant İzgaz qui travaille dans le secteur de l'énergie (Tableau 8).

D'autre part, on constate une très forte augmentation en 2005 ; celle-ci provient de l'achat des actions de Garanti Bankası par GE Consumer Finance, qui a payé 1,8 milliards de dollars. Cet achat a été le plus grand investissement étranger de l'année en Turquie (HMYSGM, 2008 :50). De même, la Turquie a reçu beaucoup d'investissements directs français de la part de Groupama et d'Axa SA.

Figure 5 : Les investissements directs étrangers et français et le nombre de firmes en Turquie (2003-2008)



Source : HMYSGM, 2006, 2007, 2008, 2009

En Turquie, les firmes françaises avaient surtout investi dans le secteur des services, selon les données de 1954-2008. L'industrie est le deuxième secteur, tandis que le secteur primaire n'a jamais été important pour les Français. Dans le secteur des services, il y a 547 firmes (70 %). Le commerce de gros et de détail, la location immobilière et l'activité d'affaires sont particulièrement importants dans les services. Les autres secteurs sont très en retrait (Tableau 9). D'autre part, İstanbul occupait la première place dans les investissements directs français, les départements d'İzmir, Ankara et Bursa ayant une certaine importance.

Tableau 8 : Les investissements directs français (acquisition et dénationalisation en Turquie entre 2006-2008)

Année	Firme acheteuse	Firme vendue	Secteur	Pourcentage d'achat (%)	Valeur d'opération (Million \$)	Structure d'opération
2006	Groupama	Başak Sigorta	Service	57	268	Dénationalisé
2006	Groupama	Başak Sigorta	Service	40	81	Acquisition
2006	Groupama	Başak Emeklilik	Service	63	PD	Dénationalisé
2006	Andros Groupe	Eker Süt Ürünleri	Industrie	50	PD	Acquisition
2006	Fromageries	Kars Karper	Industrie	51	16,5	Acquisition
2006	Publicis Groupe	Yorum Grup	Service	51	-	Acquisition
2007	Groupama	Başak Sigorta	Service	6,67	13,2	Acquisition
2007	L'Oréal SA	Canan Kozmetik	Service	100	PD	Acquisition
2007	Ipsos	KGM Araştırma	Service	51	PD	Acquisition
2007	Ingenico	Planet Elektronik	Service	100	35,9	Acquisition
2007	Averys	Standard Depo-Raf Sistemleri	Industrie	PD	PD	Acquisition
2007	GeoPost	Yurtiçi Kargo	Service	25	70	Acquisition
2008	ALD Automotive	Alfa Oto Kiralama	Service	49	PD	Acquisition
2008	Axa SA	Axa Oyak Holding	Service	50	525,0	Acquisition
2008	Legrand	Estap	Industrie	100	PD	Acquisition
2008	Groupama	Güven Sigorta	Service	100	282,5	Acquisition
2008	GDF Suez SA	Izgas	Énergie	90	232,0	Dénationalisé
2008	EDF Energies Nouvelles	Polat Enerji	Énergie	50	PD	Acquisition
2008	Schneider Electric SA	Profilluks Plastik ve Elektrik	Industrie	100	PD	Acquisition
2008	Bostik	Tekbau	Construction	100	18,5	Acquisition

PD : Pas déclaré

Source : Ernst & Young (2007, 2008, 2009) et Deloitte (2008, 2009).

Après les services, l'industrie est le deuxième secteur d'activité pour les firmes françaises, avec un pourcentage égal à 27,3. Dans ce secteur, il y a cinq départements importants qui sont İstanbul, Bursa, İzmir, Kocaeli et Ankara. Sans doute, dans ce secteur aussi comme pour les services, İstanbul a une place très importante avec 113 firmes. Dans les autres départements, il n'y a que 14 à 25 firmes françaises. Le secteur primaire n'est pas important pour les investissements directs français ; on ne trouve que 21 firmes (2,7 %) dans ce secteur.

Tableau 91 : La répartition des investissements directs français selon le secteur (1954-2008)

Secteurs	Nombre de firmes	%
Primaire	21	2,7
Agriculture et pêche	12	1,5
Mines et carrières	9	1,2
Industrie	213	27,3
Industrie manufacturière	213	27,3
Service	547	70,0
Électricité, gaz naturel et eau	17	2,2
Construction	48	6,1
Commerce de gros et détail	179	22,9
Hôtels et restaurants	42	5,4
Transports et télécommunications	73	9,3
Activités financières	34	4,4
Opérations immobilières et commerciales	110	14,1
Administration publique et décence	4	0,5
Service de l'éducation	3	0,4
Services sanitaires et sociaux	7	0,9
Autres services	30	3,8
Total	781	100

Source : HMYSGM, 2009

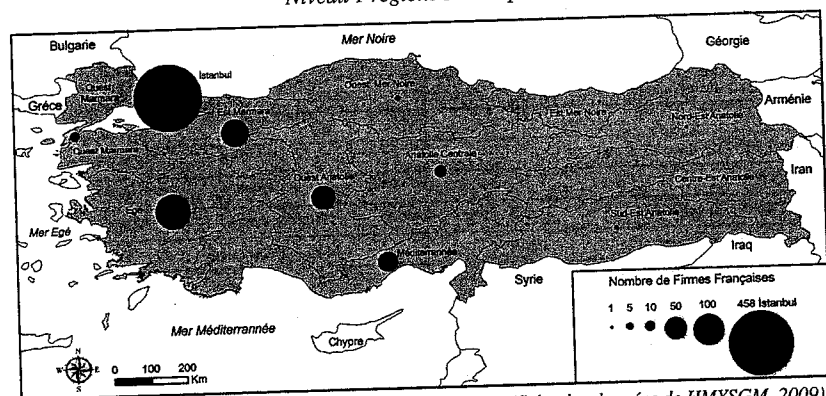
#### 4. La répartition géographique des investissements français en Turquie

L'examen de la répartition géographique des investissements français en Turquie selon la NUTS (Nomenclature d'Unités Territoriales Statistiques) Niveau 1 (Figure 6), montre la place très importante de la région d'İstanbul, puisqu'elle concentre à elle seule 781 firmes françaises. Selon les données de 1954-2008, c'est-à-dire 58,6 % du total des firmes. Cette région ne comprend qu'un seul

département, İstanbul. Dans ce département se trouve la ville d'İstanbul, la plus grande agglomération de la Turquie, avec plus de 10 millions habitants, une ville fondée sur l'industrie, les services et la finance (Bazin, 1991).

La région d'İstanbul est suivie de très loin par la région de l'Égée, avec un pourcentage de 15,6%. Dans cette région, le département d'İzmir a une place très importante avec 80 firmes françaises. Troisième ville de la Turquie après İstanbul et Ankara, İzmir est une ville portuaire, industrielle et touristique, tandis que les départements de Muğla et Aydın sont plutôt spécialisés dans le tourisme. Il y a 25 firmes françaises à Muğla, et 7 à Aydın. Les autres départements n'ont guère de firmes françaises.

Figure 6 : La répartition géographique des investissements français (1954-2008) NUTS Niveau 1 régions statistiques



Source : Auteurs (Selon les données de HMYSGM, 2009)

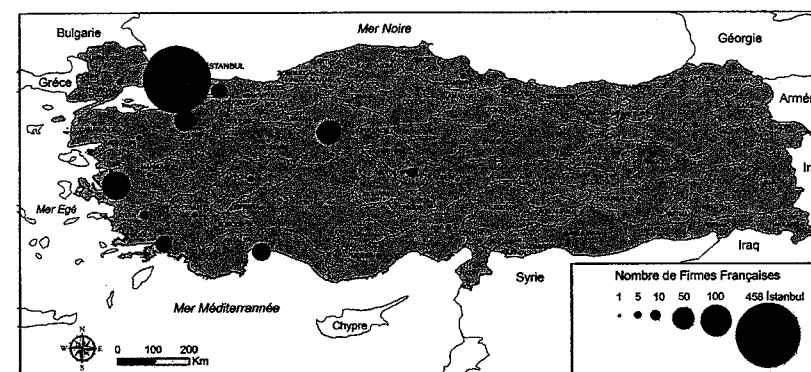
La troisième région est la région de l'Est Marmara, avec 46 firmes (9,5 %) et Kocaeli avec 23 firmes. Ces deux départements sont plus industrialisés que les autres départements de la région. Pour cette raison, les firmes françaises préfèrent investir dans les villes de Bursa et İzmit (Kocaeli) qui, de plus, se trouvent tout près d'İstanbul.

La région d'Ouest Anatolie a 58 firmes françaises. Dans cette région, le département d'Ankara réunit toutes les firmes françaises, parce que la ville d'Ankara est la capitale de la Turquie et la deuxième grande ville du pays (Figure 7).

La région de la Méditerranée est la cinquième région pour les investissements français. Il y a dans cette région 39 firmes françaises localisées principalement dans le département d'Antalya, le premier département touristique de la Turquie.

Les autres régions de la Turquie ne sont pas importantes pour les firmes françaises, sauf le département de Nevşehir qui se trouve dans la région de l'Anatolie Centrale. C'est un département touristique, avec 9 firmes françaises. Par contre, les régions d'Ouest Marmara, de l'Anatolie Centrale, l'Ouest Mer Noire, de l'Est Mer Noire, du Nord-Est Anatolie, du Centre-Est Anatolie et du Sud-Est Anatolie ne sont pas importantes pour les firmes françaises, car toutes ces régions sont pauvres et n'ont pas les équipements capables d'attirer les investisseurs étrangers.

Figure 7 : La répartition géographique des firmes françaises selon les départements (1954-2008)



Source : Auteurs (Selon les données de HMYSGM, 2009)

Parmi ces régions, les départements de Gaziantep, Diyarbakır, Şanlıurfa et Mardin ont progressé, surtout grâce au grand projet hydraulique GAP des vallées de l'Euphrate et du Tigre (Maury, 2003), et au commerce avec les pays arabes et l'Iran voisins. Cependant, les Français ne s'intéressent guère à la région Sud-Est Anatolie.

## 5. Les firmes françaises parmi les 500 plus grandes firmes industrielles de Turquie

Selon les données de 2006, il y a 20 firmes françaises de grande taille en Turquie. Les grandes firmes françaises ont été établies entre 1969 et 2006 (Tableau 10). Parmi les 500 plus grandes firmes en Turquie, il y a 138 firmes étrangères, dont 20 firmes ont un capital français. Les grandes firmes françaises se trouvent surtout dans la région d'İstanbul. Il y a dans cette région 10 firmes françaises. La deuxième région est la région de l'Est Marmara dans laquelle

existent 6 firmes très importantes. La région de l'Ouest Anatolie possède 3 firmes. Dans cette région, il y a 2 firmes françaises à Ankara, une firme à Konya. Une seule firme française se trouve dans la région de l'Égée. Elle est dans la ville d'Izmir. Les autres régions de la Turquie ne possèdent aucune grande firme française.

Parmi les grandes firmes françaises, Oyak-Renault, dans l'automobile, prend la première place. Cinquième plus grande firme de la Turquie, ses exportations ont atteint 2 176 millions de dollars en 2006. Les autres firmes se concentrent dans l'industrie de la machine électrique, de l'électronique, de l'acier et aussi de la chimie qui est très importante. Il y a de même une forte industrie du ciment, tandis que l'industrie du papier et les services n'ont qu'une seule firme. Les grandes firmes françaises se répartissent ainsi dans tous les secteurs de l'industrie et sont très importantes pour la Turquie.

Tableau 10 : La répartition des grandes firmes françaises parmi les 500 plus grandes firmes de Turquie.

Numéro de l'ordre	Place 500 plus grandes firmes	Nom des firmes	Année de création	Lieu de département	Secteurs	Nombre d'ouvriers	% de l'asso. c.
1	5	Oyak-Renault Otomobil Fabrikaları A.Ş.	1969	Bursa	Industrie de véhicule	5.448	51
2	22	Ipragaz A.Ş.	1991	Istanbul	Industrie de pétrole et de charbonne	641	100
3	31	Borçelik Çelik Sanayi Ticaret A.Ş.	1990	Bursa	Industrie de l'acier	550	51,97
4	63	Profilo Telra Elektronik San. ve Tic. AŞ	1990	Istanbul	Industrie de l'électronique	1.826	0,1
5	91	Areva T&D Enerji Endüstrisi A.Ş.	2004	Kocaeli	Industrie de la machine électrique	?	99,9
6	132	Nexans İletişim Endüstri ve Tic. A.Ş.	1991	Istanbul	Industrie de la machine électrique	396	100
7	172	Teknik Matzeme Tic. ve San. A.Ş.	1991	Bursa	Industrie de véhicule	696	50
8	173	İpek Kağıt Sanayi ve Tic. A.Ş.	1989	Istanbul	Industrie du papier	?	50
9	182	İzocam Tic. ve San. A.Ş.	2006	Istanbul	Industrie de glace	420	85,55
10	218	Konya Çimento Sanayi A.Ş.	1991	Konya	Industrie du ciment	172	79,51
11	236	Set Beton Madencilik San. ve Tic. AŞ	2003	Istanbul	Industrie de terre et pierre	243	100
12	257	Sofra Yemek Üretim Ve Hizmet A.Ş.	1992	Istanbul	Industrie d'alimentation	4.579	54,6
13	277	Schneider Elektrik Sanayi ve Ticaret A.Ş.	1989	Izmir	Industrie de la machine électrique	579	99,99
14	281	Arcelor Ambalaj Çeliği Sanayi ve Ticaret A.Ş.	1997	Istanbul	Industrie de d'acier	121	75
15	284	Lafarge Aslan Çimento A.Ş.	1990	Kocaeli	Industrie du ciment	247	96,72
16	285	Bizingaz Tic. ve San. A.Ş.	1990	Kocaeli	Industrie de pétrole et de charbonne	101	99,15
17	346	Baştaş Başkent Çimento San. ve Tic. A.Ş.	1994	Ankara	Industrie de ciment	192	82
18	384	Crown Bevcan Ambalaj San. ve Tic. A.Ş.	2005	Kocaeli	Industrie d'outillage et de métal	98	100
19	417	Lafarge Beton A.Ş.	1991	Istanbul	Industrie du ciment	211	97
20	460	Baştaş Hazır Beton Sanayi ve Ticaret A.Ş.	1991	Ankara	Industrie ciment	56	0,01

Source : ISO, 2007a ; HMYSGM, 2004, 2009

## 6. Conclusion

La Turquie est un grand pays musulman, entre Europe et Moyen-Orient, qui a choisi une voie libérale pour son développement et enclenché un net processus de modernisation occidentale, depuis plus de deux siècles (Kara, 2003). Elle a attiré des capitaux européens en accordant des privilèges commerciaux à l'époque de l'Empire ottoman et, à l'époque contemporaine, après l'installation de la République. Elle utilise le capital et la technologie des pays développés, surtout européens, pour accélérer son développement.

Il y a un passé historique entre la Turquie et la France à propos des investissements directs français. Les Français ont surtout investi dans l'industrie et, depuis dix ans, dans le secteur des services. Pour les progrès de l'industrie turque, la technologie et les investissements français ont eu un rôle d'avant-garde. Car, depuis l'époque de l'Empire ottoman, les Français ont compté parmi les cinq premiers pays en ce qui concerne les investissements directs étrangers.

Selon les données de 2008, il y a 781 firmes françaises en Turquie, avec des capitaux exclusivement français ou turco-français. Parmi ces firmes françaises, il y a aussi plusieurs firmes multinationales. On voit que la France a une place très importante dans l'économie turque, compte tenu du nombre élevé de firmes françaises parmi les 500 plus grandes firmes et du montant des investissements. En plus, selon les données de 2006, il y a 20 firmes françaises dans les 500 grandes firmes en Turquie qui se trouvent surtout dans la région d'Istanbul et dans les régions d'Ouest-Anatolie.

Aujourd'hui, 3 772 000 Turcs vivent dans les pays d'Europe dont 370.000 en France comme ouvriers ou petits entrepreneurs. D'autre part, les Turcs de France investissent dans ce pays (en 1997 4 700 petites firmes d'immigrants turcs avec 659 millions DM d'investissement) (Tapia, 2005) et il y a aussi 53 firmes turques qui ont investi 80 millions de dollars en France.

Aujourd'hui, en Turquie, il y a 21 087 firmes étrangères, en grande majorité européennes. Une part importante de ces firmes appartient à des Français. Pour cette raison, les rapports entre ces deux pays peuvent augmenter de jour en jour, et encore plus dans l'avenir. Le résultat de ce travail a clairement montré qu'on ne peut pas séparer l'économie de ces deux pays.

## Bibliographie

- Andreff, W. (2003) *Les Multinationales-Globales*, La Découverte, Paris.
- Aussilloux V. et Cheval M.L. (2002) "Les investissements directs français à l'étranger et l'emploi en France", *Économie et Prévision*, n° 152-153, 171-188.
- Bagchi-Sen, S. (1989) "Foreign direct investment in US metropolitan areas, 1979-1983", *Urban Geography*, 10, 121-137.
- Banque de France (2007) Stocks des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2006, In : *Français à l'étranger*, 21 Décembre 2008, accès par [http://www.banque-france.fr/ft/stat\\_conjoncture/telechar/bal/stocks-ide-fr-etr-06.pdf](http://www.banque-france.fr/ft/stat_conjoncture/telechar/bal/stocks-ide-fr-etr-06.pdf).
- Bazin, M. (1991) "Disparités et déséquilibres régionaux", in : Dumont, P. et Georgeon, F. (Eds) *La Turquie au seuil de l'Europe*, L'Harmattan, Paris, 23-45.
- Berköz, L. (2001) "The interregional location of foreign investors in Turkey", *European Planning Studies*, 9, 979-994.
- Berköz, L. (2005) "Locational determinants of foreign investors in İstanbul" *Journal of Urban Planning and Development*, 131, 140-146.
- Crozet, M. et Koenig, P. (2005) "État des lieux du commerce international : Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international", *Cahiers Français*, n° 325, 13-19.
- Crozet, M. ; Mayer, T. et Mucchielli, J.L. (2004) "How do firms agglomerate? A study of FDI in France", *Regional Science and Urban Economics*, 34, 27-54.
- Cura, T. (2007) *Jacques Thobie'ye Göre Osmanlı İmparatorluğu Ekonomisinde Fransız Nüfuzu ve Çıkarları (1895-1914)*, Basılmamış Yüksek Lisans Tezi, Kırıkkale Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kırıkkale.
- Deichmann J. ; Karidis, S. et Sayek, S. (2003) "Foreign direct investment in Turkey : Regional determinants", *Applied Economics*, 35, 1767-1778.
- DEİK (2007) *Fransa Ülke Bülteni*, DEİK, İstanbul.
- Deloitte (2008) *Annual Turkish M&A Review 2007*, Deloitte Turkey, İstanbul.
- Deloitte (2009) *Annual Turkish M&A Review 2008*, Deloitte Turkey, İstanbul.
- Dicken, P. (1998) *Global Shift : Transforming the World Economy*, Third Edition, Paul Chapman, New York.
- DTM (2007) *Fransa Ülke Profili*, DTM Anlaşmalar Genel Müdürlüğü, Ankara.
- Dunning, J. H. (1988) *Explaining International Production*, Unwin Hyman, London.
- Dunning, J. H. (1993) *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Addison-Wesley, New York.
- Eldem, V. (1994a) *Osmanlı İmparatorluğunun İktisadi Şartları Hakkında Bir Tetkik*, 2. Baskı, TTK Yayınları, Ankara.
- Eldem, V. (1994b) *Harp ve Mütareke Yıllarında Osmanlı İmparatorluğunun Ekonomisi*, 2. Baskı, TTK Yayınları, Ankara.

- Erden, D. (1996) *A Survey of Foreign Direct Investment Firms in Turkey*, Boğaziçi University Press, İstanbul.
- Erdilek, A. (1988) "The role of foreign investment in the liberalization of Turkish economy", In Nas, T. F. et Odekon, M. (Eds) *Liberalization and the Turkish Economy*, Greenwood Press, New York, 141-159.
- Ernst & Young, (2007) *Birleşme ve Satın Alma İşlemleri 2006 Raporu*, Ernst & Young, İstanbul.
- Ernst & Young, (2008) *Birleşme ve Satın Alma İşlemleri 2007 Raporu*, Ernst & Young, İstanbul.
- Ernst & Young, (2009) *Birleşme ve Satın Alma İşlemleri 2008 Raporu*, Ernst & Young, İstanbul.
- Green, M. B. et McNaughton, R. B. (Eds) (1995) *The Location of Foreign Direct Investment : Geographic and Business Approaches*, Avebury, London.
- Hadjit, A. et Moxon-Browne, E. (2005) "Foreign direct investment in Turkey: the implications of EU accession", *Turkish Studies*, 6, 321-340.
- HMYSGM, (2003) Statistics Before Law no. 4875, In : *FDI in Turkey*, 7 Février 2009, accès par [http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymous?guest\\_user=treasury](http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymous?guest_user=treasury).
- HMYSGM, (2004) *01.01.1954 - 18.07.2003 Tarihleri Arasında Kurulan Yabancı Sermayeli Firmaların Listesi*, 4 Avril 2004, accès par [http://www.hazine.gov.tr/ybs\\_firmalarlistesi.xls](http://www.hazine.gov.tr/ybs_firmalarlistesi.xls).
- HMYSGM, (2006) *Uluslararası Doğrudan Yatırımlar 2005 Yılı Raporu*, Hazine Müsteşarlığı Yabancı Sermaye Genel Müdürlüğü, Ankara.
- HMYSGM, (2007) *Uluslararası Doğrudan Yatırımlar 2006 Yılı Raporu*, Hazine Müsteşarlığı Yabancı Sermaye Genel Müdürlüğü, Ankara.
- HMYSGM, (2008) *Uluslararası Doğrudan Yatırımlar 2007 Yılı Raporu*, Hazine Müsteşarlığı Yabancı Sermaye Genel Müdürlüğü, Ankara.
- HMYSGM, (2009) List of Foreign Owned Companies in Turkey : As of the End of 2008, In : *FDI in Turkey*, 7 Février 2009, accès par [http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymous?guest\\_user=treasury](http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymous?guest_user=treasury).
- Houdebine, M. et Topiol-Bensaïd, A. (1999) "L'investissement direct et les entreprises françaises", *Économie et Statistique*, n° 326-327, 113-128.
- İSO, (2007a) "Türkiye'nin 500 büyük sanayi kuruluşu 2006", *İSO Sanayi Dergisi*, Ağustos Özel Sayısı.
- İSO, (2007b) "Türkiye'nin ikinci 500 büyük sanayi kuruluşu 2006", *İSO Sanayi Dergisi*, Eylül Özel Sayısı.
- Kara, H. (2003) "Les investissements étrangers en Turquie et leurs effets dans l'espace turc", *Meridione : Sud e Nord nel Mondo*, Anno III, Numero 3-4, 188-199.
- Karakulakoğlu, M. (2000) *Türkiye'deki Yabancı Sermaye Yatırımları Yönünden Fransa'nın Türkiye'ye Yaptığı Yatırımların Türk Ekonomisindeki Yeri ve Analizi*, Basılmamış Yüksek Lisans Tezi, Marmara Üniversitesi Ortadoğu ve İslam Ülkeleri Enstitüsü, İstanbul.
- Karluk, R. (1983) *Türkiye'de Yabancı Sermaye Yatırımları*, İTO Yayınları, İstanbul.
- Maury, R.G. (2003) "Eau et projets, hommes, technologies et capitaux (Moyen-Orient, Afrique du Nord)", *Meridione : Sud e Nord nel Mondo*, Anno III, Numero 3-4, 11-22.
- Mucchielli J.L. (1998) *Multinationales et Mondialisation*, Seuil, Paris.
- Ó'hUallacháin B. (1996) "Foreign direct investment in American service sectors : source country contrasts and locational determinants", *Papers in Regional Science*, 75, 397-433.
- OECD (1996) *OECD Review of Foreign Direct Investment : France*, OECD, Paris.
- Ökçün, A.G. (1969) "XX.Yüzyıl Başlarında Osmanlı Maden Üretiminde Türk, Azınlık ve Yabancı Payları", içinde *Abadan'a Armağan*, A.Ü. SBF Yayınları, Ankara, 803-892.
- Ökçün, A.G. (1975) "1909-1930 yılları arasında anonim şirket olarak kurulan bankalar", içinde Okyar, O. et Nalbantoğlu, H.Ü. (Eds) *Türkiye İktisat Tarihi Semineri : Metinler/Tarışmalar*, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, Ankara, 409-475.
- Ökçün, A. G. (1997) *1920-1930 Yılları Arasında Kurulan Türk Anonim Şirketlerinde Yabancı Sermaye*, 2. Baskı, SPK Yayınları., Ankara.
- Özdemir, D. (2002) "The distribution of foreign direct investments in the service sector in İstanbul", *Cities*, 19, 249-259.
- Pamuk, S. (1994) *Osmanlı Ekonomisinde Bağımlılık ve Büyüme (1820-1913)*, 2. Baskı, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul.
- Phelps, N. A. (1997) *Multinationals and European Integration : Trade, Investment and Regional Development*, J. Kingsley, London.
- Sat, N. A. (2005) *Local Embeddedness of Transnational Corporations : Turkish Case*, Unpublished PhD Dissertation, Middle East Technical University, Ankara.
- Savary, J. et Morin, F. (1984) *French Multinationals*, Pinter, London.
- Tapia, S. de (2005) *Migrations et Diasporas Turques : Circulation Migratoire et Continuité Territoriale (1954-2004)*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Maisonneuve & Larose, Paris.
- Tatoğlu, E. et Glaister, K. W. (2000) *Dimension of Western Foreign Direct Investment in Turkey*, Westport, Quorum.
- Taylor, M. J. et Thrift, N. (Eds) (1982) *The Geography of Multinationals*, Croom Helm, London.
- Taylor, M. J. et Thrift, N. (Eds) (1986) *Multinationals and the Restructuring of the World Economy : The Geography of Multinationals*, Volume 2, Croom Helm, London.
- Tezel, Y. (1994) *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi*, 3. Baskı, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul.
- Thierry, M. ; Méjean, I. et Nefussi, B. (2007) The location of domestic and foreign production affiliates by French multinational firms, CEPII Working Paper No 2007.
- Thobie, J. (1977) *Intérêts et Impérialisme Français dans l'Empire Ottoman (1895-1914)*, Publication de la Sorbonne, Paris.

- Tokatlı, N. et Erkip, F. (1998) "Foreign investment in producer services", *Third World Planning Review*, 20, 87-107.
- UNCTAD, (2005) *World Investment Report 2005 : Transnational Corporations and the Internationalization of R&D*, United Nations Publications, New York.
- UNCTAD, (2008) *World Investment Report 2008 : Transnational Corporations and the Infrastructure Challenge*, United Nations Publications, New York.
- Uras, G. (1981) "Türkiye'de yabancı sermaye yatırımları", İçinde *II. Türkiye İktisat Kongresi Bildiriler Kitabı*, DPT Yayınları, Ankara, 407-418.
- Yavan, N. (2006a) *Türkiye'de Doğrudan Yabancı Yatırımların Lokasyon Seçimi*, Ünal Aysal Tez Değerlendirme Yarışması Dizisi, İktisadi Araştırmalar Vakfı Yayınları, İstanbul.
- Yavan, N. (2006b) "Türkiye'de yatırım iklimi ve doğrudan yabancı yatırımlar", İçinde *Doğrudan Yabancı Yatırımlarda Devlet-Özel Sektör İlişkisi ve Sivil Toplum Örgütlerinin Rolü : İnceleme Yarışması VI*, YASED Yayınları, İstanbul.
- Yavan, N. et Kara, H. (2003) "Türkiye'de doğrudan yabancı sermaye yatırımları ve bölgesel dağılışı", *Coğrafi Bilimler Dergisi*, 1, 19-42.
- Yerasimos, S. (2001) *Az gelişmişlik sürecinde Türkiye II : Tanzimattan I. Dünya Savaşına*, 7. Baskı, Türkçesi : Babür Kuzucu, Belge Yayınları, İstanbul.
- Yeung, H. W. C. (Ed.) (1999) *The Globalisation of Business Firms from Emerging Economies*, Edward Elgar, Cheltenham.
- Yeung, W. C. H. (1998) *Transnational Corporations and Business Networks : Hong Kong Firms in the ASEAN Region*, Routledge, London.

## « Les Erzurumlu à Istanbul : poids, territoires et réseaux »

Jean-François PÉROUSE

Maître de conférences à l'Université de Galatasaray (Istanbul)

On sait l'importance d'Erzurum – département situé, d'une certaine manière, à l'articulation entre « monde iranien » et « monde turc » – dans la trajectoire de Marcel Bazin. Les années qu'il y a passées sont comme des années de transition entre l'Iran occidental de sa thèse et la Turquie de ses recherches ultérieures. Erzurum fut comme un sas d'entrée en Turquie ; une entrée faite par l'est, ce qui n'est pas banal et a permis de bousculer bien des habitudes et points de vue convenus.

Le vaste département d'Erzurum (25 000 km<sup>2</sup>, soit près de cinq fois le département d'Istanbul) a payé un tribut important (et ce n'est pas fini ?) à l'immigration vers Istanbul, en dépit de sa distance à la métropole occidentale (1 300 km à vol d'oiseau)... Entre 1950 et 2000, on estime<sup>1</sup> que 490 000 natifs d'Erzurum ont immigré dans un autre département. Et, depuis 2000, l'exode se serait même accéléré, si l'on en croit en tout cas les dernières données relatives à la population qui font état en janvier 2008 de 785 000 habitants dans le département, contre 942 000 selon le recensement d'octobre 2000 (la population ayant déjà décliné entre les recensements de 1985 et 1990). Soit une chute de plus de 15 % de la population totale du département entre octobre 2000 et janvier 2008, évolution qui touche aussi le chef-lieu du département, pourtant promu en 1993 au rang de « grande ville » ou *Büyükşehir*. Et si les 13 arrondissements du département en 1983 sont devenus 19 en 2009, ces redécoupages administratifs ont moins été suscités par des calculs électoralistes que par des pressions démographiques.

Par ailleurs en 2005, on évaluait à 186 000 les Stambouliotes nés à Erzurum, qui formaient donc 2 % de la population de la métropole. A ce nombre, il faudrait ajouter celui des deuxième et troisième générations, descendants des natifs

<sup>1</sup> Selon le site Internet de la préfecture d'Erzurum : [http://www.erzurum.gov.tr/\\_Erzurum/Web/Gozlem.aspx?sayfaNo=10](http://www.erzurum.gov.tr/_Erzurum/Web/Gozlem.aspx?sayfaNo=10) (consulté pour la dernière fois le 20/01/2009).